



COMMUNIOUÉ DE PRESSE CGT NTN Alpes (74)

Pour le maintien des emplois de NTN Transmissions à Allonnes, Crézancy, et Alpes

Mardi 28 janvier, la direction de NTN Transmissions Europe a annoncé un « projet de restructuration » de l'usine, située à Allonnes. Ce sont 127 emplois qui seront supprimés, sur les 600 que compte le site. Tous les postes sont concernés : production directe, support à la production, fonctions centrales. Idem pour le site de Crézancy 31 suppressions d'emplois

Cette lourde annonce s'inscrit dans la lignée de nombreuses orientations du groupe tournées vers le profit, dont les conséquences sont désormais éclatantes.

Depuis plus de 15 ans, le groupe NTN Europe délocalise successivement ses activités vers la Roumanie. Il a également choisi d'externaliser certains achats vers la Chine, pour se procurer des pièces dans les usines du groupe.

Les fermetures de Meythet et Annecy témoignent aussi d'une stratégie claire : sacrifier l'emploi Industriel en France au profit d'une rentabilité s'inscrivant dans un cycle de compétitivité accru.

Le résultat moins 590 emplois sur Alpes depuis 2017 et sans compter les dernières annonces plus de 100 départs retraite non remplacés.

Enfin, le site d'Allonnes souffre d'un sous-investissement chronique

Les décisions de NTN Europe interviennent à un moment particulièrement critique pour l'industrie française, et plus précisément dans le secteur automobile. La France a besoin d'un grand plan de relocalisation industrielle.

En effet, sans nier les difficultés du secteur automobile, nous constatons que les grands constructeurs tels que Renault et Stellantis préfèrent « casser les prix » et acheter à l'étranger. Ceci expliquant en partie les délocalisations aussi des sous-traitants, c'est le cas pour la grande partie des productions...et curieusement, les profits de ces 2 grands groupes n'ont jamais été aussi important et les actionnaires se « gavent ».

L'État dispose de 15% du capital de Renault, 6,2% de Stellantis et de bien d'autres leviers pour contraindre les constructeurs Français à sortir d'une logique financière pour une réelle stratégie industrielle au service du bien commun et de la réponse aux besoins de mobilité.

La CGT NTN dénonce cette logique financière destructrice et exige :

L'arrêt immédiat des suppressions de postes et un véritable dialogue social sur l'avenir de nos sites.

Des investissements pour l'emploi et l'outil de production au lieu de privilégier les actionnaires.

Une transparence sur la stratégie industrielle du groupe et des engagements concrets pour maintenir l'activité en France.